

L'HEBDO DES MARCHÉS



Actualités des marchés financiers - semaine du 12 au 16 juin 2017



ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

Etats-Unis : la Réserve fédérale a relevé ses taux directeurs pour la seconde fois de l'année.

Royaume-Uni : le pari perdu de Theresa May risque de compliquer encore plus le Brexit.



ECONOMIE

Zone euro : solide progression de l'emploi au 1^{er} trimestre.

Etats-Unis : inflation sous-jacente plus faible qu'attendu et ventes au détail décevantes.



MARCHÉS

Taux : nette hausse des taux courts allemands.

Actions : léger regain d'aversion au risque.

PRINCIPAUX INDICATEURS

Marchés Actions	16/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
CAC 40	5250	-0,9%	-2,9%	8,0%
Eurostoxx 50*	3538	-1,4%	-2,9%	7,5%
S&P 500	2432	0,0%	1,3%	8,6%
Marchés de Taux	16/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
Eonia*	-0,36%	0,00%	0,01%	-0,03%
OAT 10 ans	0,64%			
Matières 1 ^{ères}	16/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
Pétrole (Brent,\$/baril)	47	-1,5%	-8,2%	-16,5%
Or (\$/once)	1256	-0,9%	1,5%	9,0%
Devises	16/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
EUR/USD	1,12	-0,2%	0,8%	6,2%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi
Données actualisées le 16/06/17 à 18h



NOTRE ANALYSE

Aux Etats-Unis, au-delà des effets sectoriels temporaires qui ont pu peser sur les prix en mai, l'inflation sous-jacente surprend à la baisse depuis plusieurs mois, très probablement en lien avec les salaires qui progressent peu malgré un taux de chômage très bas. Ce phénomène (constaté aussi dans les pays européens à faible taux de chômage, à commencer par l'Allemagne) doit certainement beaucoup aux mutations structurelles du marché du travail (créations d'emplois surtout dans les services, niveau élevé d'emplois précaires) et au fait que subsistent des excès de capacité résiduels (travail à temps partiel involontaire, par exemple).

Concernant les négociations entre le Royaume-Uni et l'UE, l'objectif officiel britannique de Hard Brexit (rupture complète avec le marché unique européen) initialement défendu par Theresa May semble fortement remis en cause. Un changement de stratégie est probable, mais la fragilité du gouvernement conservateur (sans majorité et pouvant difficilement se passer de l'appui de sa frange la plus eurosceptique du parti) rendra sa mise en œuvre complexe.





ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

Etats-Unis : la Réserve fédérale a relevé ses taux directeurs pour la seconde fois de l'année.

Elle n'a que peu modifié ses prévisions de croissance et d'inflation. Par ailleurs, elle a précisé comment elle opérerait le dégonflement de son bilan : la Fed arrêterait de réinvestir les titres qu'elle détient et qui arrivent à maturité à hauteur de 6 Mds \$ par mois pour les titres du Trésor et 4 Mds \$ par mois pour les MBS ; ces montants seraient revus à la hausse tous les trimestres de 6 Mds et 4 Mds respectivement jusqu'à atteindre 30 et 20 Mds.

Royaume-Uni : inflexion de la position britannique juste avant le début officiel des négociations du Brexit

Dans les jours qui ont suivi les élections générales britanniques du 8 juin, la position officielle britannique au sujet des négociations du Brexit a évolué dans un sens plus favorable au compromis. La Première ministre Theresa May a notamment nommé Damian Green, pro-Européen convaincu, comme Premier Secrétaire d'Etat. De plus, le Royaume-Uni a accepté que la première phase des négociations (qui débutent lundi 19) porte sur les modalités de la séparation, comme le veulent les Européens, alors que les Britanniques voulaient jusqu'à présent négocier simultanément le retrait de l'UE et la négociation d'un nouveau traité de libre-échange avec l'Europe.

ECONOMIE

Zone euro : solide progression de l'emploi au 1^{er} trimestre.

L'emploi total a progressé de +0,4% au 1^{er} trimestre 2017 (et de 1,5% sur un an). Pays par pays, la progression, sur un an, est de +1,5% en Allemagne, de +0,7% en France, de 1% en Italie et de +2,4% en Espagne (données Eurostat). Le nombre total d'emplois (155 millions) a retrouvé son niveau d'avant la crise (1^{er} trimestre 2008). Le nombre d'heures travaillées, en revanche, reste nettement en-dessous de ce niveau.

Etats-Unis : inflation sous-jacente plus faible qu'attendu et ventes au détail décevantes.

L'indice général des prix à la consommation a ralenti en juillet à +1,9% sur un an, principalement en raison des effets de base des prix de l'énergie. Cependant, l'indice d'inflation sous-jacente a ralenti également à +1,7% sur un an (il était attendu stable à +1,9%). Il s'agit de sa plus faible progression depuis près de deux ans. Les ventes au détail de Mai, pour leur part, se replient de -0,3% (elles étaient attendues à +0,1%). Les ventes au détail « control group », représentatives de la consommation des ménages telle que calculée dans le PIB*, sont stables (elles étaient attendues en hausse de +0,3%), sachant que leur progression d'avril est révisée en hausse à +0,6% au lieu de +0,2% comme annoncé précédemment.

MARCHÉS

Taux : nette hausse des taux courts allemands.

Le taux 2 ans allemand finit la semaine à -0,65%, ce qui est certes très bas et négatif mais tout de même le niveau le plus élevé depuis 6 mois. Les deux événements de la semaine pour les marchés obligataires n'ont été espacés que de quelques heures : publication de chiffres d'inflation plus bas que prévu et FOMC*. Les taux ont fortement baissé après le premier événement avant de remonter avec le second. En Europe, l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne s'est légèrement contracté.

Actions : léger regain d'aversion au risque.

Parmi les éléments ayant rythmé les marchés cette semaine, on retiendra la poursuite du ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis et la nouvelle baisse des prix du pétrole. Ces signaux relançant les interrogations sur la vigueur de l'économie Outre-Atlantique, ceci a atténué l'effet de l'annonce, mercredi, d'une nouvelle hausse des taux de la Fed. Le 10 ans américain se retrouve quasiment au plus bas de l'année et à peine au-dessus de ses niveaux post-élection de Donald Trump. Du côté des marchés d'actions, cette légère baisse d'appétit pour le risque s'est traduite par un plafonnement des indices avec des baisses plus marquées sur deux segments de la cote, les Pétrolières, sensibles au prix du baril et les Financières, sensibles aux risques déflationnistes. A l'inverse, des secteurs comme l'immobilier et les services collectifs ont réagi favorablement à la baisse des taux.





LEXIQUE

Eonia : abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché inter-bancaire en euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

Eurostoxx 50 : indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone euro selon leur capitalisation boursière.

FOMC : comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

PIB (Produit Intérieur Brut) : le produit intérieur brut est la somme de la production de biens et services réalisée sur le territoire national d'un pays, quelle que soit la nationalité des producteurs pendant une période donnée, la période habituelle de référence est annuelle. Le PIB est un indicateur phare de l'activité économique d'un pays. Il permet de mesurer d'une année sur l'autre l'évolution économique d'un pays et de comparer l'importance et l'évolution des pays les uns par rapport aux autres.

AVERTISSEMENT

Achevé de rédiger le 16/06/2017 à 15h

Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution. Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Société Générale Gestion.

SOCIETE GENERALE GESTION

90, bld Pasteur 75015 PARIS

SA au capital de 567 034 094 EUR - 491 910 691 RCS Paris

Société de gestion de portefeuille agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro GP-09000020

societegeneralegestion.fr



SOCIETE GENERALE
Gestion